

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

Angers, le 22 août 2013

**PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

Affaire suivie par : Mme VAN DE VELDE

Téléphone : 02.41.81.81.69

REÇU le

29 AOÛT 2013

D.R.E.A.L G.S. Angers

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 15 avril 2013, vous m'avez fait part d'une demande compte tenu de l'évolution de la nomenclature des installations classées introduites par le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012, demandant le bénéfice des droits acquis en application de l'article R. 513-1 du code de l'environnement :

- pour une installation de broyage et criblage de minéraux naturels ;
- pour une station de transit de produits minéraux

Je vous indique ci-dessous le nouveau classement de vos installations situées au lieu-dit « l'Angibourgère » sur la commune de La Tourlandry :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	1800 kW	A
2517-2(*)	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	13050 m ²	E

(*) En ce qui concerne la rubrique 2517-2, conformément au §III de l'article L.512-7 du code de l'environnement, cette rubrique sera applicable au lendemain de la publication de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à ce type d'installations.

Je vous informe qu'une suite favorable est accordée à votre demande.

Je prends donc acte de votre déclaration au titre du bénéfice de l'antériorité et vous précise que les autres rubriques autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011 n° 17 du 20 janvier 2011, modifié par arrêté préfectoral DIDD-2013 n°26 du 14 février 2013 ne sont pas modifiées et demeurent applicables au site, et que votre arrêté préfectoral sera actualisé ultérieurement à l'occasion d'une révision de l'autorisation.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur de l'interministérialité
et du développement durable


François-Xavier VERRIERES

Monsieur le Directeur de la SAS CHARIER CM
La Clarté
44410 Herbignac

copie à M. le DREAL unité territoriale d'Angers

S3IC n° 3873 (B)

TBOU (B)